

À "L'Avenir", sans accord, pas de journal

■ La direction de "L'Avenir" a décidé de bloquer l'outil alors que la rédaction avait voté la reprise du travail.

Le personnel du quotidien *L'Avenir*, en grève depuis lundi, a voté, mercredi matin, pour une reprise immédiate du travail "en signe d'ouverture", nous a précisé un représentant du personnel. Ils se gardent cependant le droit de repartir en grève vendredi si les négociations n'aboutissent pas à des réelles avancées. Pourtant, la direction du quotidien a décidé que les rotatives resteraient en sommeil tant qu'un accord définitif n'était pas signé. "Un journal est prêt à être imprimé", explique Bruno Malter, représentant CNE pour les cadres de *L'Avenir*. "La direction procède à un lock-out, c'est une forme violente d'action patronale dans un conflit social. C'est inédit dans le secteur des médias. C'est une violation claire de la liberté d'information des journalistes. Tous les accès Internet ont été bloqués par un technicien qui vient de la société Voo. C'est la première synergie réussie entre les deux", ironise la secrétaire générale de l'AJP (Association des journalistes professionnels), Martine Simonis.

Des négociations étaient en effet prévues, jeudi après-midi, avec les seuls syndicats et pas avec la SDR (Société des rédacteurs) et l'AJP qui mènent pourtant le mouvement depuis le début. Si le représentant des cadres de la CNE reste du côté de la SDR et de l'AJP, la délégation syndicale ne jouirait plus de la confiance de la rédaction. "Ils négocient mais ils seraient bien en peine de convoquer une assemblée générale", précise un représentant de la SDR.

Des tensions qui sont nées il y a plusieurs semaines. Le président de la SDR, Emmanuel Wilpute, s'explique: "Nous avons la preuve qu'un per-

manent syndical du Setca était présent au conseil d'administration d'Enodia (ex-Publifin). Il a annoncé que le personnel voterait le plan social sans aucun problème le lendemain. Nous ne connaissons pas cette personne qui est allée parler en notre nom. La méfiance, s'est installée."

L'AJP et la SDR souhaitent donc revenir à la table des négociations aux côtés des syndicats. En jouant la carte syndicale seule, la direction prend un risque. Sauf rebondissement en soirée, il est difficile de dire quand *L'Avenir* sera de retour dans les kiosques.

Du côté du personnel comme du côté de la direction, il sera nécessaire de faire quelques pas les uns vers les autres. "Il y a moyen de trouver des solutions créatives", explique Bruno Malter qui fait référence à la position du directeur des rédactions, Philippe Lawson, dont le départ a été demandé, ainsi qu'à la sortie de *L'Avenir* du giron de Nethys. Mais sur la réintégration des trois personnes licenciées et sur la garantie d'une indépendance éditoriale de la rédaction, les représentants du personnel ne semblent pas prêts à transiger.

Le ministre Marcourt dit qu'il s'inquiète

Le ministre des Médias en Fédération Wallonie-Bruxelles, Jean-Claude Marcourt (PS) a réagi, mercredi matin, via un communiqué de presse. Il y fait part de son inquiétude par rapport à une éventuelle liste noire qui aurait précédé le licenciement, lundi, des trois journalistes. Il a envoyé un courrier en ce sens à la direction de *L'Avenir*.

Pour les représentants de la rédaction, "cette liste noire ne fait aucun doute. Vous pouvez interroger tous les membres de la rédaction, ils vous le diront tous", précise encore Emmanuel Wilpute.

Stéphane Tassin

Le directeur des rédactions n'entend pas partir

Le directeur des rédactions de *L'Avenir* (et de *Moustique*), Philippe Lawson, qui cristallise les tensions autour de sa personne dans le conflit social en cours, sort de sa réserve. C'est aux côtés de Jos Donvil, l'administrateur-délégué de *L'Avenir*, qu'il nous reçoit. Fatigué, - "Je ne dors plus", dit-il -, Philippe Lawson nous confirme qu'il ne partira pas: "J'ai accepté ce défi parce qu'il est enthousiasmant mais ce qui m'a surpris dès le début, c'est que lors d'une interview de Jos Donvil à l'époque de ma nomination, on lui a demandé si j'avais été choisi parce que j'étais Liégeois".

En interne, en effet, au sein du quotidien, l'arrivée de Philippe Lawson, qui n'est pas forcément mal vue au départ, est perçue après quelques jours

comme étant une décision du patron de Nethys, Stéphane Moreau. "Je ne suis pas l'homme de Moreau. Je suis journaliste depuis vingt ans, on sait comment je travaille et c'est ce qui a séduit Jos Donvil, qui m'a choisi". Et Philippe Lawson s'avance alors vers un terrain plus dangereux, en précisant ensuite que "depuis, il y a d'autres considérations qui me font me poser des questions. Je suis le premier Black à être patron d'une rédaction. Je pense que ça dérange certains. J'ai appris il y a quelques jours que dans la rédaction, certains m'appelaient le Togolais, et ça me fait mal. Je suis venu pour un projet et on joue l'homme".

"Je n'ai jamais roulé pour qui que ce soit"

Dans ces conditions, que ce soit vrai ou pas - la rédaction dément -, on peut se demander comment Philippe Lawson va pouvoir exercer ses fonctions si le conflit s'apaise et qu'il reste en place. "Je ne suis pas rancunier. Je continue à parler avec les gens et je continuerai à le faire. J'ai suivi des conflits sociaux en tant que journaliste, je comprends l'émotion des gens. Vous savez, on m'a dit aussi que j'étais une imposture."

Un autre élément qui a braqué la rédaction de *L'Avenir* concerne un éditorial écrit par Philippe Lawson le lendemain de son arrivée, début juillet. Un texte consacré à l'ancien député fédéral liégeois, Alain Mathot (PS). "Quand j'écris un éditorial, je confronte mon avis à celui d'experts. Je n'ai jamais roulé pour qui que ce soit." Philippe Lawson savait-il lors de son engagement qu'un plan de restructuration allait être mis en place? "Je me doutais qu'un jour ce serait le cas, parce que je m'informe et que je connaissais la situation du journal, mais je pensais que ça arriverait plus tard. Nous n'en avions pas parlé avec Jos Donvil."

S.Ta.